

# Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de NEXTER MUNITIONS Groupe C à La Ferté-Imbault (41)

## Règlement

## Approuvé le par arrêté préfectoral n°

Vu pour être annexé à mon arrêté du **16 MAI 2013**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale,



Maryse MORACCHINI



<b>Titre I- Portée du PPRT : dispositions générales</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre I.1: Champ d'application du PPRT</b>	<b>4</b>
Article I.1.1- Champ d'application.....	4
Article I.1.2- Portée du règlement.....	4
Article I.1.3- Le plan de zonage et son articulation avec le règlement.....	4
<b>Chapitre I.2: Application et mise en œuvre du PPRT</b>	<b>4</b>
Article I.2.1- Les effets du PPRT.....	4
Article I.2.2- Les infractions.....	4
<b>Titre II- Réglementation des projets</b>	<b>5</b>
<b>Chapitre II.1: Préambule</b>	<b>5</b>
Article II.1.1- Définition d'un projet.....	5
Article II.1.2- Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire.....	5
<b>Chapitre II.2: Dispositions applicables à la zone R+Pro (rouge foncé)</b>	<b>5</b>
Article II.2.1- Définition et vocation de la zone.....	5
Article II.2.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	5
<b>Chapitre II.3: Dispositions applicables à la zone r+Pro (rouge clair)</b>	<b>6</b>
Article II.3.1- Définition et vocation de la zone.....	6
Article II.3.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	6
Article II.3.3- Dispositions applicables aux biens et activités existants.....	6
Article II.3.4- Conditions d'exploitation et d'utilisation des sols.....	6
<b>Chapitre II.4: Dispositions applicables à la zone B+Pro (bleu foncé)</b>	<b>7</b>
Article II.4.1- Définition et vocation de la zone.....	7
Article II.4.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	7
Article II.4.3- Dispositions applicables aux biens et activités existantes.....	7
Article II.4.4- Conditions d'utilisations et d'exploitations.....	7
Article II.4.5- Règles de construction.....	8
<b>Chapitre II.5: Dispositions applicables à la zone b1 (bleu clair)</b>	<b>8</b>
Article II.5.1- Définition et vocation de la zone.....	8
Article II.5.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	8
Article II.5.3- Dispositions applicables aux biens et activités existantes.....	8
Article II.5.4- Conditions d'utilisations et d'exploitations.....	9
Article II.5.5- Règles de construction.....	9
<b>Chapitre II.6: Dispositions applicables à la zone b2 (bleu clair)</b>	<b>9</b>
Article II.6.1- Définition et vocation de la zone.....	9
Article II.6.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles.....	9
Article II.6.3- Dispositions applicables aux biens et activités existantes.....	9
Article II.6.4- Conditions d'utilisations et d'exploitations.....	10
Article II.6.5- Règles de construction.....	10
<b>Chapitre II.7: Dispositions applicables à la zone grisée</b>	<b>10</b>
Article II.7.1- Définition et vocation de la zone.....	10
Article II.7.2- Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles et existantes.....	10
Article II.7.3- Conditions d'utilisations et d'exploitations.....	10

<b>Titre III- Mesures foncières</b>	<b>10</b>
<b><u>Chapitre III.1: Droit de préemption</u></b>	<b>10</b>
<b><u>Chapitre III.2: Droit de délaissement</u></b>	<b>11</b>
Article III.2.1- Secteur d'instauration du droit de délaissement.....	11
Article III.2.2- 2.2 – Rôle initiateur de la commune.....	11
<b><u>Chapitre III.3: Secteur d'expropriation</u></b>	<b>11</b>
<b><u>Chapitre III.4: Devenir des bâtiments préemptés ou délaissés</u></b>	<b>11</b>
<b><u>Chapitre III.5: Mise en œuvre des mesures foncières</u></b>	<b>11</b>
<b>Titre IV- Mesures de protection des populations</b>	<b>11</b>
<b><u>Chapitre IV.1: Mesures relatives à l'aménagement des constructions</u></b>	<b>11</b>
<b><u>Chapitre IV.2: Mesures relatives à la sauvegarde et à l'information des populations</u></b>	<b>12</b>
<b>Titre V- Servitudes d'utilité publique</b>	<b>12</b>

- Annexe 1 :** Cartographie des niveaux d'intensité des effets de surpressions dans le périmètre d'exposition aux risques
- Annexe 2 :** Cartographie des niveaux d'intensité des effets thermiques dans le périmètre d'exposition aux risques
- Annexe 3 :** Décret du 25 août 2009 portant réduction du périmètre du polygone d'isolement de l'atelier de chargement de Salbris sur le territoire des communes de La Ferté-Imbault, Saint-Viâtre et Salbris (Loir-et-Cher) et extrait du code de la défense portant sur les servitudes des dépôts de munitions et d'explosifs (articles L. 5111-1 et suivants)



## Titre I-Portée du PPRT : dispositions générales

### Chapitre I.1:Champ d'application du PPRT

#### Article I.1.1-Champ d'application

Le présent règlement du plan de prévention des risques technologiques (PPRT), concernant l'établissement NEXTER MUNITIONS – Groupe C, s'applique sur les communes de la Ferté-Imbault, Saint-Viâtre et Salbris, aux différentes zones et secteurs situés à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques.

#### Article I.1.2-Portée du règlement

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer. Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs dans le respect des dispositions du présent PPRT.

#### Article I.1.3-Le plan de zonage et son articulation avec le règlement

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'environnement, le PPRT de NEXTER MUNITIONS, délimite à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques plusieurs types de zones réglementées.

Le périmètre d'exposition aux risques du présent PPRT comporte **six zones** de réglementation distinctes :

<b>R</b>	Zone d'interdiction stricte R : R+Pro
<b>r</b>	Zone d'interdiction r : r+Pro
<b>B</b>	Zone d'autorisation limitée sous conditions B : B+Pro
<b>b</b>	Zone d'autorisation sous conditions b : b1 et b2
	Emprise de l'installation à l'origine du PPRT

### Chapitre I.2:Application et mise en œuvre du PPRT

#### Article I.2.1-Les effets du PPRT

Le PPRT approuvé est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme. Il vaut servitude d'utilité publique et doit à ce titre être annexé aux documents d'urbanismes existants des communes de La Ferté-Imbault, Saint-Viâtre et Salbris, par une procédure de mise à jour dans un délai de trois mois à compter de sa notification par le préfet.

#### Article I.2.2-Les infractions

Les infractions aux prescriptions du PPRT (mesures d'interdiction concernant la réalisation d'aménagement ou d'ouvrages, concernant des constructions nouvelles ou des extensions de constructions existantes, ou prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation) sont punies des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'urbanisme.



## **Titre II-Réglementation des projets**

### **Chapitre II.1:Préambule**

#### **Article II.1.1-Définition d'un projet<sup>1</sup>**

Un projet est défini comme étant la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que de constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes.

#### **Article II.1.2- Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire<sup>2</sup>**

Tout projet soumis à permis de construire autorisé dans le cadre du présent Titre II est subordonné à la réalisation d'une étude préalable à la construction permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation. Ces conditions devront répondre aux objectifs de performance définis dans l'article relatif aux règles de construction.

Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant de la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception devra être jointe à la demande de permis de construire.

### **Chapitre II.2:Dispositions applicables à la zone R+Pro (rouge foncé)**

#### **Article II.2.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone R+Pro, les personnes sont exposées à des effets thermiques de niveau d'intensité significatif à très grave<sup>3</sup>, à des effets de surpression de niveau d'intensité très grave<sup>4</sup> et à des effets de projection grave (Pro1). Cette zone d'interdiction stricte n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux.

La cartographie des intensités des effets thermiques est jointe en annexe 2 du présent règlement.

#### **Article II.2.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

##### **Article II.2.2.I- Interdictions**

Toute construction, installation et infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit à l'exception de celle sans présence humaine permanente, strictement nécessaire au fonctionnement de l'établissement à l'origine du risque sous réserve de respecter la réglementation pyrotechnique et de mettre en œuvre des dispositions appropriées pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces équipements.

##### **Article II.2.2.II- Conditions d'exploitation et d'utilisation des sols**

En outre, sont interdits :

- l'installation des conduites de gaz ou de liquide inflammables, des clôtures en bois et des haies sèches, les emmagasineurs et dépôts de bois, fourrages ou matières combustibles et la plantation d'arbres à haute tige à moins de 25 mètres des murs d'enceinte<sup>5</sup> défini par la limite de l'emprise foncière de l'établissement à l'origine du risque,
- les aires de stationnement et de parking sauf celles strictement nécessaires au fonctionnement de

<sup>1</sup>-Se référer à l'article L. 515-16 paragraphe I du code de l'environnement

<sup>2</sup>-Prise en compte de l'article. R. 431-16-c du code l'urbanisme. On considère que cette disposition est applicable à l'ensemble des cas réglementés par le Titre II et de fait, on la rend applicable à l'ensemble des projets.

<sup>3</sup>-Intensité thermique supérieure 8 kw/m<sup>2</sup>

<sup>4</sup>-Intensité de surpression supérieure à 200 mbar

<sup>5</sup>-Il s'agit des murs d'enceinte individuelle des établissements.



l'établissement, sous réserve de respecter la réglementation pyrotechnique et que les véhicules stationnés ne contiennent pas de matières dangereuses ;

- la création de voiries, y compris leur élargissement qui ne seraient pas nécessaires à l'acheminement de secours ou aux activités industrielles de l'entreprise à l'origine du risque,
- le stationnement de caravanes occupées en permanence ou temporairement par des personnes, la réalisation d'installations ouvertes au public<sup>6</sup> au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc.

## **Chapitre II.3: Dispositions applicables à la zone r+Pro (rouge clair)**

### **Article II.3.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone r+Pro, les personnes sont exposées à des effets thermiques de niveau d'intensité significatif<sup>7</sup>, à des effets de surpression de niveau d'intensité grave<sup>8</sup> et à des effets de projection faible et grave (Pro2 et Pro1). Cette zone d'interdiction n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux permettant d'accueillir de nouvelle population.

### **Article II.3.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

Toute nouvelle construction, installation ou infrastructure est interdite à l'exception de celle sans présence temporaire ou permanente de personnes, strictement nécessaire au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif qui ne pourraient être implantées en d'autres lieux, sous réserve de mettre en œuvre des dispositions appropriées pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces équipements.

### **Article II.3.3-Dispositions applicables aux biens et activités existants**

Sont interdits, en dehors des démolitions de constructions, d'installations et d'ouvrages :

- les extensions des bâtiments existants quelles que soient leur surface et leur destination, les annexes accolées ou non, au bâtiment ou à l'habitation principale,
- les changements de destination d'un bâtiment, en dehors du champ d'activité industrielle liée à l'établissement à l'origine du risque,
- tous les changements d'usage de bâtiment qui contribuent à une augmentation de l'exposition des personnes,
- les aménagements entraînant un accroissement de la surface de plancher du bâtiment,
- la reconstruction de bâtiments ou d'installations d'activités sinistrés, quelle que soit l'origine du sinistre.

### **Article II.3.4-Conditions d'exploitation et d'utilisation des sols**

En outre, sont interdits :

- la création d'aires de stationnement, de parkings, de voiries, y compris leur élargissement qui ne seraient pas nécessaires à l'acheminement de secours ou aux activités industrielles de l'entreprise à l'origine du risque,
- le stationnement de caravanes occupées en permanence ou temporairement par des personnes,
- la réalisation d'installations ouvertes au public au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc.

---

<sup>6</sup> Aucune définition réglementaire n'existe à ce jour pour définir précisément ce type d'installation.

<sup>7</sup> Intensité thermique comprise entre 3 et 5 kw/m<sup>2</sup>

<sup>8</sup> Intensité de surpression comprise entre 140 et 200 mbar



## **Chapitre II.4: Dispositions applicables à la zone B+Pro (bleu foncé)**

### **Article II.4.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone B+Pro, les personnes sont exposées à des effets de surpression de niveau d'intensité indirect par bris de vitre à significatif<sup>9</sup> et à des effets de projection faible (Pro2). Cette zone d'autorisation limitée et sous conditions n'a pas vocation à accueillir de nouveau résident ou habitant : elle est destinée principalement à l'activité agricole et forestière.

### **Article II.4.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

#### **Article II.4.2.1- Interdictions**

Toute construction, installation et infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit sauf les suivants :

- les bâtiments destinées à l'exploitation agricole ou forestière et leurs annexes, sous réserve de ne pas créer d'unité de logement,
- les constructions, installations ou infrastructures sans personnel permanent strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie...) et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces équipements,
- la création de voiries et de chemin de randonnées touristiques,
- la démolition de construction, d'installation ou d'ouvrage, ainsi que les modifications de clôture.

### **Article II.4.3-Dispositions applicables aux biens et activités existantes**

#### **Article II.4.3.1- Interdictions**

Toute reconstruction, extension et tout changement de destination est interdit sauf les suivants :

- les changements de destination liés à l'exploitation agricole ou forestière, sous réserve de ne pas accueillir du public ou des personnes supplémentaires dans la zone considérée,
- les aménagements sous réserve qu'ils n'entraînent pas un accroissement de la surface de plancher du bâtiment supérieure à 20 m<sup>2</sup>,
- les extensions de bâtiments à usage agricole et les annexes accolées ou non, sous réserve:
  - de ne pas créer d'unité de logement supplémentaire,
  - de ne pas réer une surface de plancher supérieure à 20 m<sup>2</sup>,
- la reconstruction de bâtiments ou d'installations d'activités, sinistrés pour des causes autres que le risque industriel objet du présent PPRT sans aucune création de surface de plancher et d'unité de logements supplémentaires.

### **Article II.4.4-Conditions d'utilisations et d'exploitations**

En outre, sont interdits :

- le stationnement de caravanes occupées en permanence ou temporairement par des personnes,
- la réalisation d'installations ouvertes au public au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc.

---

<sup>9</sup>-Intensité de surpression comprise entre 20 et 140 mbar



### **Article II.4.5-Règles de construction<sup>10</sup>**

Tout projet à la date d'approbation du PPRT permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour un effet de surpression d'un niveau d'intensité de :

- 50 mbar pour les constructions situées dans la zone de surpression de 35 à 50 mbar,
- 140 mbar pour les constructions situées dans la zone de surpression de 50 à 140 mbar.

La cartographie des enveloppes des intensités de surpression est jointe en annexe 1 du présent règlement.

## **Chapitre II.5: Dispositions applicables à la zone b1 (bleu clair)**

### **Article II.5.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone b1, les personnes sont exposées à des effets de surpression de niveau d'intensité indirect par bris de vitre<sup>11</sup>, sans effet de projection. Cette zone d'autorisation limitée et sous conditions n'a pas vocation à accueillir de nouvel habitant. Toutefois, les nouvelles constructions à usage d'habitation et les extensions des constructions existantes sont possibles sous réserve de respecter les dispositions définies ci-après. Elles restent destinées principalement à l'activité agricole et forestière.

### **Article II.5.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

Toute construction, installation et infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit sauf les suivants :

- les bâtiments et les constructions à usage d'habitation directement liées et nécessaires aux activités agricoles, forestières, ou cynégétiques sous réserve de ne pas créer plus d'une unité de logement par unité foncière,
- les constructions, installations ou infrastructures sans personnel permanent strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêts collectifs, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie...), et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- la création de voiries et de chemin de randonnées touristiques,
- la démolition de construction, d'installation ou d'ouvrage, ainsi que les modifications de clôture.

### **Article II.5.3-Dispositions applicables aux biens et activités existantes**

#### **Article II.5.3.I- Interdictions**

Toute reconstruction, extension, tout aménagement et changement de destination est interdit sauf les suivants :

- les changements de destination liée à l'exploitation agricole ou forestière, sous réserve de ne pas accueillir du public ou des personnes supplémentaires dans la zone considérée,
- les aménagements sous réserve qu'ils n'entraînent pas un accroissement de la surface de plancher du bâtiment supérieur à 20 m<sup>2</sup>,
- les extensions de constructions à usage d'habitation et les annexes accolées ou non, sous réserve:
  - de ne pas créer d'unité de logement supplémentaire,
  - de ne pas créer une surface de plancher supérieure à 20 m<sup>2</sup>,
- les extensions de bâtiments à usage autre qu'habitation dont l'emprise au sol ajoutée représente moins de 20% de l'ensemble des emprises des bâtiments à la date d'approbation du présent PPRT,
- la reconstruction de bâtiments ou d'installations d'activités, sinistrés pour des causes autres que le risque industriel objet du présent PPRT sans aucune création de surface de plancher et d'unité de logements supplémentaires.

---

<sup>10</sup>-Les prescriptions visant la réduction de la vulnérabilité sont associés à un objectif de performance et non de moyen.

<sup>11</sup>-Intensité de surpression comprise entre 20 et 50 mbar



## **Article II.5.4-Conditions d'utilisations et d'exploitations**

La réalisation d'installations ouvertes au public au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc. est interdite.

## **Article II.5.5-Règles de construction**

Tout projet à la date d'approbation du PPRT permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour un effet de surpression d'un niveau d'intensité de :

- 35 mbar pour les constructions situées dans la zone de surpression de 20 à 35 mbar,
- 50 mbar pour les constructions situées dans la zone de surpression de 35 à 50 mbar.

La cartographie des enveloppes des intensités de surpression est jointe en annexe 1 du présent règlement.

## **Chapitre II.6:Dispositions applicables à la zone b2 (bleu clair)**

### **Article II.6.1-Définition et vocation de la zone**

Dans la zone b2, les personnes sont exposées à des effets de surpression de niveau d'intensité indirect par bris de vitre<sup>12</sup>, sans effet de projection. Il s'agit d'une zone d'autorisation limitée et sous conditions sur laquelle les constructions à usage d'habitation sont interdites.

### **Article II.6.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles**

Toute construction, installation, infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit sauf les suivants :

- les bâtiments destinés à une activité d'entreposage qui ne nuisent pas aux installations pyrotechniques voisines du point de vue de la sécurité (effets de dominos),
- les constructions, installations ou infrastructures nécessaires au fonctionnement des bâtiments d'activité autorisés dans la zone, des services publics ou d'intérêts collectifs, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, et sous réserve que des dispositions<sup>13</sup> appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages,
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie...) et sous réserve que des dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces équipements,
- la création de voiries,
- la démolition de construction, d'installation ou d'ouvrage, ainsi que les modifications de clôture.

### **Article II.6.3-Dispositions applicables aux biens et activités existantes**

#### **Article II.6.3.I- Interdictions**

Toute reconstruction, toute extension, tout aménagement, et tout changement de destination sont interdits sauf les suivants :

- les extensions de bâtiments d'activités dont l'emprise au sol ajoutée représente moins de 10% de l'ensemble des emprises des bâtiments à la date d'approbation du présent PPRT,
- les aménagements et les changements de destinations liés aux activités permises dans la zone,
- la reconstruction de bâtiments ou d'installations liés aux activités autorisés dans la zone, sinistrés pour des causes autres que le risque industriel objet du présent PPRT.

---

<sup>12</sup>Intensité de surpression comprise entre 20 et 50 mbar

<sup>13</sup>Cette information devra être mentionnée dans les autorisations d'urbanismes délivrées.

#### **Article II.6.4-Conditions d'utilisations et d'exploitations**

La réalisation d'installations ouvertes au public au sens large, tels que les aménagements de plein air incluant des gradins et des tribunes, les jeux en superstructure pour enfants, etc. est interdite.

#### **Article II.6.5-Règles de construction**

Tout projet à la date d'approbation du PPRT permet d'assurer la protection des occupants de ces biens pour un effet de surpression d'un niveau d'intensité de :

- 35 mbar pour les constructions situées dans la zone de surpression de 20 à 35 mbar,
- 50 mbar pour les constructions situées dans la zone de surpression de 35 à 50 mbar.

La cartographie des enveloppes des intensités de surpression est jointe en annexe 1 du présent règlement.

### **Chapitre II.7:Dispositions applicables à la zone grisée**

#### **Article II.7.1-Définition et vocation de la zone**

La zone grisée correspondant à l'emprise foncière de NEXTER MUNITIONS, n'a pas vocation à accueillir des constructions, des installations, autres que celles strictement nécessaires à l'activité de l'installation classée exploitée par la société à l'origine du risque.

#### **Article II.7.2-Dispositions applicables aux aménagements, ouvrages nouveaux et aux constructions nouvelles et existantes**

Toute construction, installation, infrastructure, tout aménagement et équipement est interdit sauf les suivants :

- l'implantation ou la modification d'ouvrages, d'équipements, liés aux réseaux publics, n'engendrant pas la présence permanente de personnes,
- les projets concernant les activités et installations existantes sous réserve qu'ils soient liés à l'activité industrielle du site et qu'ils ne constituent pas un changement de destination des constructions existantes en dehors du champ d'activité industrielle.

#### **Article II.7.3-Conditions d'utilisations et d'exploitations**

Les interdictions, conditions et prescriptions particulières d'utilisation ou d'exploitation du site sont fixées dans les arrêtés préfectoraux prescrits au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement concernant la société NEXTER MUNITIONS.

## **Titre III-Mesures foncières**

Afin de réduire le risque à terme par l'éloignement des populations, le PPRT rend possible l'exercice des trois instruments de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation que sont le droit de préemption, le droit de délaissement et l'expropriation.

### **Chapitre III.1:Droit de préemption**

Un droit de préemption urbain, prévu à l'article L. 515-16-I du code de l'environnement, peut s'exercer sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques, représenté par **un trait gras de couleur rouge** sur la cartographie réglementaire. Ce droit est accordé aux communes et aux EPCI compétents dans le domaine de l'urbanisme.



Dès l'approbation du PPRT de NEXTER MUNITIONS par un arrêté préfectoral, il pourra être institué et s'exercera dans les conditions prévues à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme relatif au droit de préemption urbain.

## **Chapitre III.2:Droit de délaissement**

### **Article III.2.1-Secteur d'instauration du droit de délaissement**

En application de l'article L. 515-16-II du code de l'environnement, un droit de délaissement a été instauré sur le secteur dénommé « De 1 » du plan de zonage réglementaire, situé en zone r+Pro et correspondant à la maison de l'Ecluse, située sur la commune de La Ferté-Imbault

Le droit de délaissement, régi par le code de l'urbanisme (article L. 230-1 et suivants), confère au propriétaire d'un bâtiment ou partie de bâtiment situé dans le secteur de délaissement, la possibilité d'exiger l'acquisition de ce bien par la personne qui a institué ce droit, à un prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation.

### **Article III.2.2-2.2 – Rôle initiateur de la commune**

La commune ouvre le droit de délaissement via une délibération du conseil municipal.

Cette délibération permet aux propriétaires des biens inscrits dans un secteur de délaissement possible de bénéficier de leur droit de délaissement.

Les mesures de délaissement sont exercées au bénéfice de la commune.

## **Chapitre III.3:Secteur d'expropriation**

Le présent règlement ne présente pas de mesure d'expropriation.

## **Chapitre III.4:Devenir des bâtiments préemptés ou délaissés**

Selon l'article L. 515-20 du code de l'environnement, *« les terrains situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à la dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque. L'usage de ces terrains ne doit pas aggraver l'exposition des personnes aux risques »*.

La personne publique ayant institué le droit de préemption ou de délaissement a en charge la mise en valeur de ces terrains, leur réaménagement (sécurisation, clôture, destruction des bâtiments, revalorisation...). En cas de revente des biens ou terrains considérés à prix coûtant, la personne publique devra alors rétrocéder les subventions perçues de l'État.

## **Chapitre III.5:Mise en œuvre des mesures foncières**

Le secteur de délaissement « De 1 » n'est pas directement applicable après l'approbation du PPRT. D'autres conditions : l'ouverture du droit de délaissement par délibération du conseil municipal et la signature d'une convention de financement conformément à l'article L. 515-19 du code de l'environnement doivent être réalisées pour sa mise en œuvre.

# **Titre IV-Mesures de protection des populations**

## **Chapitre IV.1:Mesures relatives à l'aménagement des constructions**

Pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT et inscrits dans **les zones b1, B+Pro et r+Pro**, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés dans un délai de **5 ans** à la date d'approbation du PPRT afin d'assurer la protection des occupants de ces biens.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse **dix pour cents (10%)** de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de dix pour cent de cette valeur vénale sont menés afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif indiqué ci après.

Pour les biens existants, l'ensemble constituant les éléments vitrés extérieurs (dormant, paumelles, vitrage, parclofes, système de fermeture et ancrage dans la maçonnerie), résiste aux effets de surpression d'une intensité de 35 millibars pour la zone b1 et de 50 millibars pour les zones B+Pro et r+Pro, caractérisé par une onde de choc avec un temps d'application de 150 à 500 ms.

## **Chapitre IV.2: Mesures relatives à la sauvegarde et à l'information des populations**

Le PPRT n'a pas vocation à réglementer l'utilisation des terrains dépourvus de tout aménagement ou installation. L'organisation de rassemblement, de manifestation sportive ou culturelle, commerciale ou autre sur un terrain nu relève du pouvoir de police du maire, ou le cas échéant, selon le type et l'importance de la manifestation, du pouvoir de police du Préfet.

Les mesures figurant dans ce chapitre devront être mises en application dès l'approbation du PPRT.

A l'intérieur des zones R+Pro et r+Pro, les propriétaires des espaces forestiers, les maires, l'industriel à l'origine du risque et les gestionnaires des routes, chacun en ce qui les concerne ont l'obligation :

- de mettre en place une signalisation d'interdiction de stationner sur les voies publiques et d'information sur les risques industriels, à destination du public,
- d'interdire les clôtures en bois et de haies sèches, les emmagasineurs et dépôts de bois, fourrages ou matières combustibles et la plantation d'arbres à haute tige à moins de 25 mètres des murs d'enceinte de l'établissement à l'origine du risque,
- d'indiquer dans les plans de gestion des espaces forestiers :
  - l'existence des servitudes liées au polygone d'isolement et au PPRT de NEXTER avec les zonages correspondants des servitudes en annexes,
  - les interdictions liées aux conditions d'exploitations et d'utilisations du sol.

## **Titre V-Servitudes d'utilité publique**

En application des articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense, une servitude d'utilité publique a été instaurée, antérieurement à l'approbation du présent plan de prévention des risques technologiques, autour du site de la société NEXTER MUNITIONS.

Cette servitude, appelée polygone d'isolement<sup>14</sup>, a été instituée par la loi du 8 août 1929. Le décret du ministère de la Défense du 25 août 2009 a réduit par ailleurs le périmètre du polygone d'isolement de l'atelier de chargement de la société NEXTER MUNITIONS (cf. annexe 3 du PPRT).

A l'intérieur de ce polygone, les projets de construction, d'aménagement et d'utilisation du sol sont réglementés et soumis systématiquement pour avis à l'inspecteur<sup>15</sup> de l'armement pour les poudres et explosifs.

<sup>14</sup>Le polygone d'isolement est une zone extérieure à l'établissement où les constructions sont soumises à autorisation du ministère de la Défense pour des raisons de sécurité pyrotechnique et de protection de l'activité.

<sup>15</sup>Toute décision favorable est subordonnée à la signature et au renvoi, par le bénéficiaire, d'une soumission rappelant les risques courus et dégageant la responsabilité de l'État.

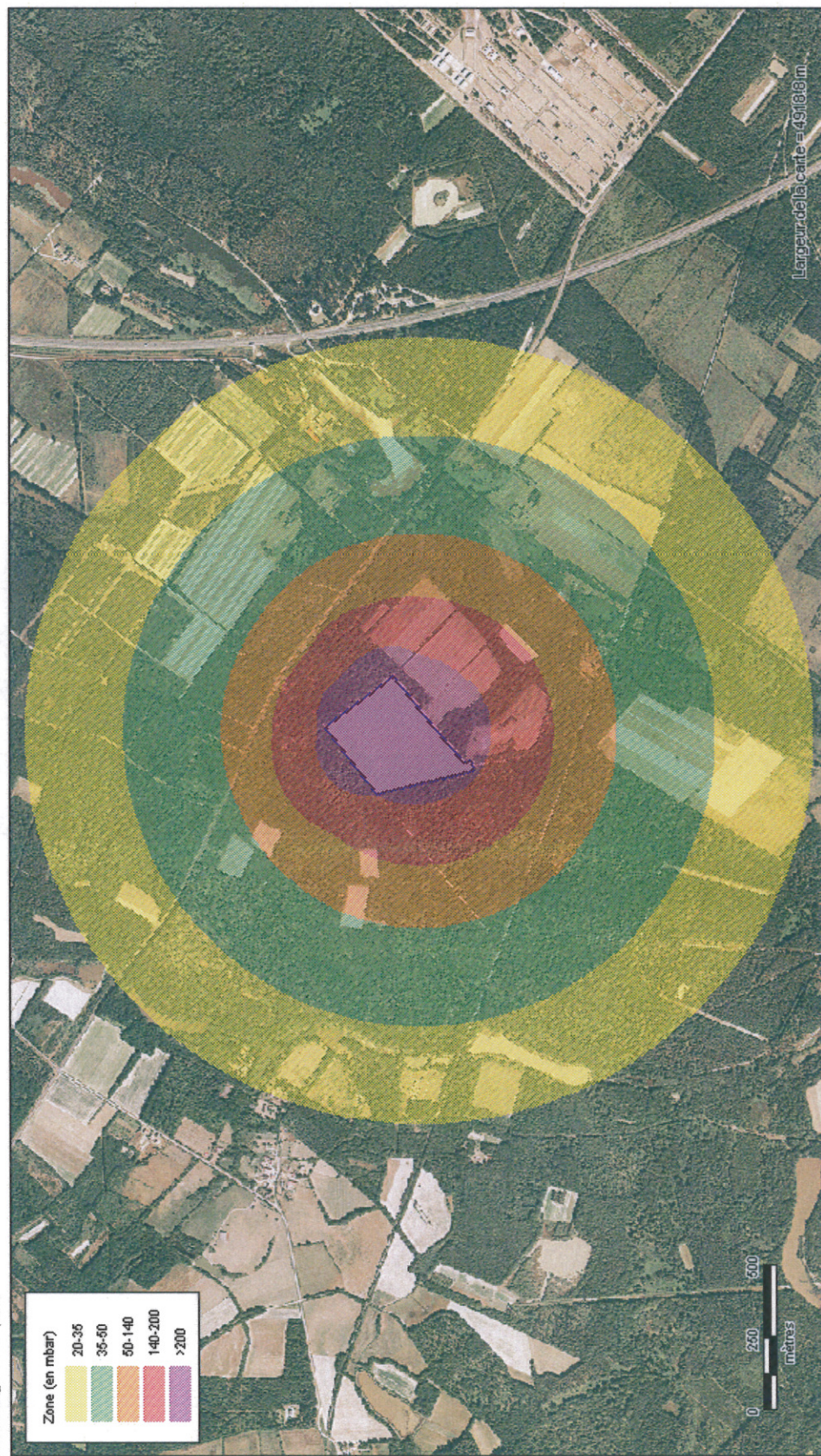


# ANNEXE 1

## **Cartographie des niveaux d'intensités des effets de surpression dans le périmètre d'exposition aux risques**



PPRT de La Ferté Imbault, Salbris, Saint Viâtre (NEXTER Munitions, Groupe C)  
Enveloppes des effets de surpression à cinétique rapide potentiels



Sources:

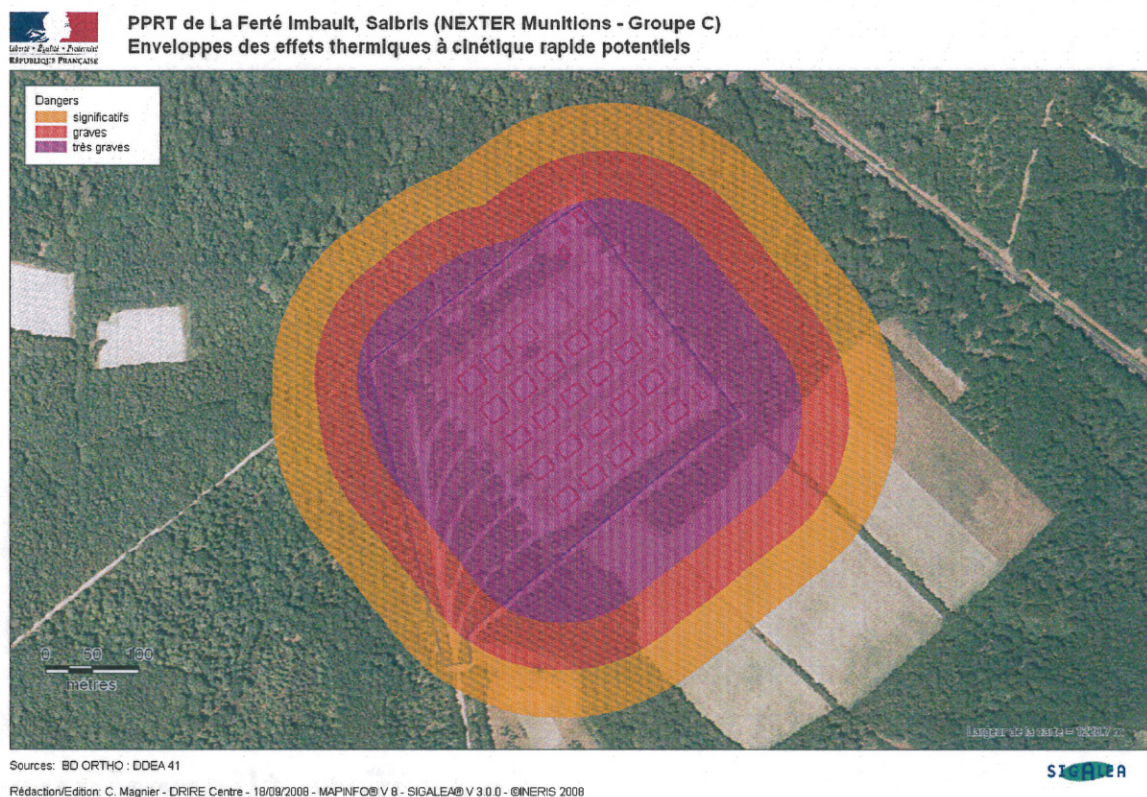
Rédaction/Édition: DREAL CENTRE - 26/04/2012 - MAPINFO® V 8 - SIGALEA® V 4.0.4 - Sp V 1.2 - ©INERIS 2011

**SIGALEA**



# **ANNEXE 2**

**Cartographie des niveaux d'intensité  
des effets thermiques  
dans le périmètre d'exposition aux risques**



Effets très graves pour la vie humaine : Flux thermique supérieure à 8 kW/m<sup>2</sup>

Effets graves pour la vie humaine : Flux thermique compris entre 5 et 8 kW/m<sup>2</sup>

Effets significatifs pour la vie humaine : Flux thermique compris entre 3 et 5 kW/m<sup>2</sup>



# ANNEXE 3

**Décret du 25 août 2009  
portant réduction du périmètre  
du polygone d'isolement  
de l'atelier de chargement de Salbris  
et extrait du code de la défense  
(articles L. 5111-1 et suivants)**

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

**Décret du 25 août 2009 portant réduction du périmètre du polygone d'isolement de l'atelier de chargement de Salbris sur le territoire des communes de La Ferté-Imbault, Saint-Viâtre et Salbris (Loir-et-Cher)**

NOR : DEF0919240D

Par décret en date du 25 août 2009, le périmètre du polygone d'isolement de l'atelier de chargement de Salbris est réduit sur le territoire des communes de La Ferté-Imbault, Saint-Viâtre et Salbris (Loir-et-Cher).  
Le nouveau tracé du polygone est celui tracé en orange sur les plans annexés au présent décret (1).

---

(1) Les plans peuvent être consultés à la préfecture de Loir-et-Cher (41).





Plan 1

atelier de chargement de Salbris (Loir-et-Cher)

- bornes délimitant le polygone d'isolement avant le décret du 25 août 2003
- tracé du polygone d'isolement après le décret du 25 août 2003



Plan 2







## Code de la défense

Version consolidée au 27 mars 2011

- Partie législative
  - PARTIE 5 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES
    - LIVRE Ier : DISPOSITIONS DOMANIALES
      - TITRE Ier : SERVITUDES

### Chapitre Ier : Dépôts de munitions et d'explosifs

#### Article L5111-1 En savoir plus sur cet article...

Les établissements du ministère de la défense servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices et explosifs bénéficiant des servitudes définies au présent chapitre sont désignés par décret, pris après enquête conduite selon les modalités définies par les articles L. 11-1 et L. 11-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

#### Article L5111-2 En savoir plus sur cet article...

Aucune construction de nature quelconque autre que des murs de clôture ne peut être élevée à moins de 25 mètres des murs d'enceinte des établissements mentionnés à l'article L. 5111-1.

Sont prohibés dans la même étendue l'installation des conduites de gaz ou de liquide inflammables, des clôtures en bois et des haies sèches, les emmagasineurs et dépôts de bois, fourrages ou matières combustibles et la plantation d'arbres à haute tige.

Les murs d'enceinte dont il s'agit sont les murs d'enceinte individuelle des établissements. Dans le cas où il n'existe pas de murs d'enceinte individuelle, si l'établissement est recouvert de terre, la distance est comptée à partir du pied du remblai ; si l'établissement n'est pas recouvert de terre, la distance est comptée à partir de la paroi extérieure de l'établissement.

#### Article L5111-3 En savoir plus sur cet article...

Les usines et les installations pourvues de foyer avec ou sans cheminée d'appel sont prohibées à moins de 50 mètres des murs d'enceinte mentionnés à l'article L. 5111-2.

#### Article L5111-4 En savoir plus sur cet article...

La suppression des constructions, clôtures en bois, plantations d'arbres, dépôts de matières combustibles ou autres, existant antérieurement à la création de l'établissement dans les limites définies aux articles L. 5111-2 et L. 5111-3, peut être ordonnée,

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=47800F8F033C946B989BA109D69F...> 30/03/2011

lorsqu'ils sont de nature à compromettre la sécurité ou la conservation des établissements, moyennant indemnité définie conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Dans le cas où cette suppression s'applique à des constructions ou des établissements mentionnés à l'article L. 5111-3, il est procédé à expropriation pour cause d'utilité publique.

#### **Article L5111-5 En savoir plus sur cet article...**

Si les circonstances l'exigent, en raison des risques mutuels de voisinage, le ministre de la défense peut, en outre, créer par décret un polygone d'isolement autour de chacun des établissements mentionnés à l'article L. 5111-1, après enquête conduite selon les modalités définies par les articles L. 11-1 et L. 11-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

#### **Article L5111-6 En savoir plus sur cet article...**

Aucune construction de nature quelconque ne peut être réalisée à l'intérieur du polygone d'isolement sans l'autorisation du ministre de la défense.

#### **Article L5111-7 En savoir plus sur cet article...**

La suppression des constructions de nature quelconque existant à la date d'institution des servitudes dans les limites du polygone d'isolement ne peut intervenir qu'après expropriation réalisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.